

Pillages, incendies, pénuries... L'économie de la Nouvelle-Calédonie plonge dans le chaos

Pierre-Loeiz Thomas, Amélie Ruhlmann et Stéphane Kovacs

Après cinq nuits d'émeutes, des entrepreneurs ont vu le travail d'une vie partir en fumée. Certains pensent à la reconstruction.

De l'embouteilleur Le Froid, il ne reste plus qu'un amas de ferraille calcinée. Au matin du mardi 14 mai, les entrepôts situés aux abords de Nouméa ont disparu dans de violentes flammes. Toute la journée, un épais panache de fumée noire a strié le ciel bleu azur de la Nouvelle-Calédonie. Installé sur le Caillou depuis 1943, le producteur et distributeur du soda Coca-Cola et de la bière Kronenbourg laisse 200 employés sur le carreau. « Des salariés travaillaient là de père en fils. C'était une entreprise familiale avec un actionariat 100 % calédonien, article péniblement Mimsy Daly, présidente de la branche locale du Medef, qui a travaillé pendant huit ans dans ces bureaux. C'est un bout de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie dont il ne reste plus rien. »

Comme Le Froid, plus de 150 entreprises ont été pillées ou détruites par les flammes depuis le début des émeutes. Plus de 2000 Calédoniens ont perdu leur emploi en un craquement d'allumette. Un bilan provisoire établi par Bercy ce vendredi 17 mai estime les dégâts à 400 millions d'euros. Un chiffre « qui va probablement s'alourdir », prédit Mimsy Daly.

David Guyenne, président de la chambre de commerce de Nouvelle-Calédonie, a vu son entreprise partir en fumée sur les réseaux sociaux. « Les premières soirées, à chaque nouvelle vidéo, on se dit qu'on ne peut pas être notre magasin, témoigne l'entrepreneur, la voix vacillante. Et puis, c'est mon centre commercial que j'ai vu prendre feu. » Immédiatement, le chef d'entreprise appelle les pompiers. « Ils m'ont dit de me tourner vers les forces de l'ordre, qu'ils ne se déplaceraient pas dans un climat d'insécurité », raconte-t-il. Le comprends qu'il faille sauver les hommes avant les biens matériels, mais c'est tout ce que brûle. »

Dans l'esprit du chef d'entreprise, les émeutes s'entrechoquent. « Ma première réaction, au-delà de la colère et du désespoir, c'est un sentiment de trahison, lâche-t-il. L'entreprise, c'est un des lieux sacrés où l'on voit le vivre ensemble. » « La destruction de l'outil de travail, ce n'est pas uniquement une question matérielle, abonde Hervé Mariton, ex-ministre de l'Outre-mer à la fin du quinquennat de Jacques Chirac et aujourd'hui président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (Fedom). Cela revient à nier l'existence de l'autre. Le message que les émeutiers veulent faire passer c'est "on ne veut pas de vous". »

Grandes surfaces, épiceries de quartier, cabinets d'assurances, entreprises d'informatique, concessions automobiles... aucun secteur n'a été épargné par les émeutes. « Ils ont ciblé des grands groupes et d'autres affaires liées à des personnes occupant des rôles importants dans l'économie locale, mais il y a aussi des commerces banals, qui n'ont aucun lien avec qui ce soit, qui ont été pillés », observe Hervé Mariton.

« Les entrepreneurs ne sont plus inquiets, ils sont désespérés, soupire Xavier Benoist, président de la Fédération des industries de Nouvelle-Calédonie (FINC). Certains se retrouvent avec un tas de cendres. C'est une situation d'apocalypse. » Ceux dont les bureaux ont été épargnés s'organisent en milices et dressent des barrages à l'entrée des zones économiques. D'autres tentent de parlementer avec les émeutiers. En les laissant piller les rayons fin de magasin, des commerçants espèrent qu'ils ne mettront pas le feu aux étalages. Selon la chambre de commerce, 80 % à 90 % du circuit de la distribution alimentaire ont été détruits.

Devant l'urgence, les autorités tentent d'organiser l'accès aux denrées alimentaires. Selon un communiqué diffusé vendredi, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a « identifié un stock suffisant de deux mois ». « Il y a deux bateaux avec plus d'une centaine de conteneurs qui sont bourrés de denrées alimentaires au large de la Nouvelle-Calédonie », tente de rassurer Louis Le Franc, haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. « Mais dans l'imédiat, rien ne passe, car les routes ne sont pas dégagées, déplore Serge, un ha-



Profitant du chaos et du fait que les forces de l'ordre sont occupées à reprendre le contrôle de la ville, des individus commettent des pillages, vendredi, dans les magasins du centre commercial Kenu, à la périphérie de Nouméa. CHABAUD GILL/ABACA

bitant de Koutio Dumbéa, en banlieue de Nouméa. Ce qui va nous manquer, ce sont des points de distribution de nourriture et d'eau. Vont-ils en créer à la mairie, par exemple ? »

Sur le Caillou, l'heure est donc au rationnement. « On a peur, mais on commence aussi à avoir faim, raconte l'ancien militaire. On n'a plus aucun vivre frais. On ne peut pas sortir parce que c'est dangereux, mais de toute façon on irait où ? Tous les magasins et une trentaine d'entreprises tenues par des Blancs ont brûlé mercredi. Ils ont même détruit un immense hangar de stocks pharmaceutiques. »

Assis, fusil en main, auprès de sa voiture, pour défendre l'une des six entrées de son quartier, Serge s'apprête, ce vendredi soir, à passer sa troisième nuit blanche. Dans ce lotissement, « quelque 200 familles vivent cloîtrées chez elles depuis lundi », lâche-t-il. « Il y a cinq heures d'attente pour entrer dans le petit Auchan, l'un des deux supermarchés de la zone qui n'ont pas été incendiés, raconte son épouse, qui a créé une boucle WhatsApp avec ses voisins afin de trouver les meilleurs plans pour s'approvisionner. L'autre, le Géant Casino, est gardé par des riverains. Ce matin, des messages ont circulé comme qui l'était ouvert aujourd'hui. Finalement, ils n'ont pas ouvert, at-

tendant les directives du haut-commissaire pour savoir s'il devait y avoir un rationnement ou s'ils allaient être livrés. »

En attendant, un énorme mouvement de solidarité s'est créé. Sur WhatsApp ou Facebook, les annonces pour trouver du lait en poudre ou des paquets de riz fleurissent dans des groupes d'entraide créés pour l'occasion. « On a des personnes qui

« La destruction de l'outil de travail, ce n'est pas uniquement une question matérielle. Cela revient à nier l'existence de l'autre. Le message que les émeutiers veulent faire passer c'est "on ne veut pas de vous" »

Hervé Mariton, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer

ont besoin d'infirmières, de sages-femmes, de divers corps de métier, énumère l'ancien militaire. On a recensé les spécialités de chacun, et on s'organise entre les 200 familles. Moi par exemple, je n'ai plus de croquettes pour mon chien. Grâce à notre boucle WhatsApp, j'ai récupéré

une boîte avec de quoi tenir encore deux ou trois jours. Et ce matin, des mamies ont déniché une dizaine de boîtes d'œufs : on en a distribué tout au long de la journée. »

Dans le quartier de logements sociaux où habite Valentin, au cœur de Nouméa, les commerces sont beaucoup moins touchés. « Des habitants se sont improvisés médiateurs, et sont allés rassurer les autres communautés, raconte le jeune homme, papa depuis mercredi soir. « Si vos jeunes brûlent les magasins, il n'y aura plus de nourriture pour personne », leur ont-ils fait comprendre. La boulangerie voisine a instauré un rationnement : deux baguettes et quelques viennoiseries par personne. Hier matin, il y avait bien 80 clients qui faisaient la queue devant. » Avant l'arrivée du bébé, Valentin avait fait quelques provisions. « Cela me préoccupe, si le mouvement continue, de ne pas pouvoir aller chercher des produits d'hygiène ou d'alimentation », soupire-t-il.

Ces émeutes portent un nouvel impact à une économie déjà chancelante. Après avoir connu son âge d'or entre 1960 et 2010, la croissance de la Nouvelle-Calédonie a fortement ralenti ces quinze dernières années. Dans un rapport de 2017, le Conseil d'analyse économique évoquait un « essoufflement

d'un modèle économique sans gains de productivité ».

Ce ralentissement inquiétant est lié au marasme de la filière nickel (lire ci-contre). Ironie par les extractions indonésiennes, financées par la Chine à coups d'investissements massifs, le marché a dévié en 2023. Le cours mondial du métal a enregistré une chute de 45 % en un an. « On savait depuis longtemps que la crise structurelle du nickel allait toucher toutes les entreprises calédoniennes », rappelle Xavier Benoist, confirmant les observations du rapport du CEA qui évoquait déjà en 2017 la « malédiction des ressources naturelles ». Le secteur BTP, autre locomotive de l'économie locale, souffre lui aussi depuis plusieurs années. L'épuisement de la logique des grands travaux et le déclin démocratique plombent la construction de nouveaux ensembles.

Sans solution, l'économie calédonienne est prise dans une spirale négative. Au premier trimestre 2024, l'impôt sur les sociétés a baissé de 24 %. Sur la même période, les recettes fiscales ont reculé de 8 %. Tous ces signaux négatifs, amplifiés par l'instabilité politique, découragent les investisseurs. « La situation s'était améliorée après le deuxième référendum en 2020 (53,26 % des électeurs de Nouvelle-Calédonie avaient voté « non » à l'indépendance, NDLR). Mais le troisième vote et la vague de délogement des indépendantistes ont fini par les dissuader », note Hervé Mariton.

Alors que la Nouvelle-Calédonie a plongé dans le chaos, David Guyenne veut penser à la reconstruction. « Au-delà de son rôle de garant, l'État doit être le filet de sécurité de la Nouvelle-Calédonie », affirme le président de la CCL. « On devra repartir d'une page blanche », abonde Mimsy Daly. Au terme d'une réunion entre Bruno Le Maire et les acteurs économiques locaux, Bercy a annoncé ce vendredi la création d'une cellule de crise économique pour la Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'Économie doit rencontrer les assureurs dans les prochains jours pour « garantir une indemnisation rapide et juste du monde économique ».

Les entrepreneurs seront-ils au rendez-vous ? « Moi j'en irai nulle part, assure Mimsy Daly quand on évoque l'éventualité d'un départ. J'aimerais voir dire que tout le monde va rester. Mais quand chacun touchera les indemnités des assurances, la question de rester ou de partir reconstruire sa vie ailleurs va se poser pour tout le monde. » ■



Des habitants de Nouméa font la queue, vendredi, devant un supermarché du centre-ville, une zone relativement épargnée par les incendies et les pillages. CHABAUD GILL/ABACA

Le nickel, un trésor si mal exploité

Elsa Bembaron

Lor vert, dont l'archipel détient 20% à 30% des réserves mondiales, est une richesse stratégique devenue une malédiction pour la Nouvelle-Calédonie.

L'histoire de la Nouvelle-Calédonie et celle du nickel sont étroitement imbriquées. Les indépendantistes placent l'or vert au cœur de leurs revendications. Ils ont fait de la maîtrise de son exploitation et de sa valorisation une sorte de graal qui sous-tend leurs actions. Le précieux métal était déjà central dans les accords de Nouméa en 1998, minéral porteur d'espoirs et de déceptions.

Vu de Paris, le nickel est « une matière première critique », indispensable à la transition énergétique – pour la production des batteries notamment, après avoir été longtemps destiné à la fabrication d'acier inoxydable. En Nouvelle-Calédonie, il est bien plus que cela. Plus d'un quart des emplois privés de l'archipel lui sont directement ou indirectement liés. Il représente 20% de sa richesse intérieure. Il « est surtout la clé du "réajustement" et du partage des richesses issus des accords de Matignon puis de Nouméa et porte en lui les précieux ferments du destin commun », écrivait Joël Viratelle, le directeur de la Maison de la Nouvelle-Calédonie, en 2016. Tout l'enjeu des discussions entre Paris, les représentants des provinces Nord et Sud, les loyalistes et les indépendantistes, porte sur la recherche d'un équilibre des forces politiques au sein des exploitations. Au risque de faire passer la logique économique des investissements au second plan.

Au début des années 2000, le territoire comptait plusieurs mines mais une seule usine destinée à la transformation du minéral, détenue par Eramet, à Doniambo, dans la province Sud, non loin de Nouméa. Pour ramener de la valeur et des emplois dans la province Nord, la construction d'une deuxième usine y est décidée. Les discussions donnent lieu à un bras de fer homérique entre Eramet, l'État qui est aussi son principal actionnaire, et ses concurrents. Le canadien Falconbridge finit par l'emporter, en partenariat avec la Société minière du Sud Pacifique (SMSSP), gérée par les indépendantistes de la province Nord. De rachats en fusion, l'usine du nord est aujourd'hui détenue par la coentreprise Koniambo Nickel (KNS) entre la suisse Glencore (49%) et la SMSSP (51%). Sa construction, achevée en 2012, aura coûté 8 milliards d'euros au lieu des 2,2 estimés. Une illustration des difficultés rencontrées.

Effondrement du cours du nickel

L'envolée des cours du nickel en 2021 a aiguisé les appétits. La Nouvelle-Calédonie se rêvait un destin de pétromonarchie. Las, les cours de l'or vert se sont effondrés aussi rapidement qu'ils s'étaient envolés, en partie du fait de l'explosion de la production indonésienne, et la filière locale a vite retrouvé ses vieux tranches. En pire. En février 2024, Glencore couche les espoirs de ses partenaires en annonçant l'arrêt des opérations de KNS. Le Suisse explique alors que même avec l'aide proposée par l'État français, « KNS reste non rentable », avec ses 14 milliards de dettes cumulées. De son côté, Eramet a décidé de ne plus investir dans la SNL, endettée à hauteur de 320 millions d'euros.

Une solution semblait pourtant avoir été trouvée fin 2023 avec le « pacte Nickel » qui prévoyait un soutien de l'État français à la filière et des engagements forts des industriels. En contrepartie des aides d'État, les usines calédoniennes devaient fournir en priorité le marché européen des batteries électriques. Six mois plus tard, la dernière version du pacte n'est toujours pas signée. Une partie des indépendantistes est vent debout, hurlant à la reprise en main par Paris du nickel calédonien. Oubliant un peu vite que la filière est exsangue et que les acteurs chinois et coréens du secteur n'attendent qu'une chose : mettre la main sur le minéral du Caillou et le transformer dans leurs usines.

L'échec illustre le déclin néo-calédonien dans le paysage minier mondial.

POUR INVESTIR DANS CE QUI COMPTE LE PLUS : DEMAIN.

CRÉER DES PONTS VERS DES MODÈLES RESPONSABLES. INVESTISSEMENT DURABLE, PHILANTHROPIE, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE, BANQUE DE GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881, DONNE DU SENS À VOTRE ARGENT.

BANQUE TRANSATLANTIQUE
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Pourtant détenteur de 20% à 30% des réserves mondiales d'or vert, l'archipel pointe désormais à la quatrième position, très loin derrière l'Indonésie qui représente près de la moitié du marché. Les Philippines et la Russie complètent le podium au pied duquel se trouve désormais le Caillou. « La Nouvelle-Calédonie pourrait jouer un rôle important pour la sécurisation des approvisionnements de l'UE mais la filière n'a pas démontré sa viabilité économique », tranchent les rédacteurs d'un rapport sur le sujet, réalisé par l'Inspection générale des finances en 2023 à la demande d'Elisabeth Borne, alors première ministre.

Le constat est sans appel. L'exportation du minéral brut est bénéficiaire. Les « petits mineurs », comme la Société des mines de la Tontouta ou Maï Kouaoua Mi-



L'usine KNS de traitement du nickel, à Koné, dans la province nord de l'archipel, est à l'arrêt depuis fin février 2024. DELPHINE MAVEUR / AFP

Mayotte, l'autre front à déminer pour Macron

Louis Hauslafer

Emmanuel Macron jongle entre les territoires ultramarins. En pleine crise en Nouvelle-Calédonie, le président de la République a reçu vendredi après-midi les principaux élus de Mayotte pour leur présenter les grands axes de deux projets de loi à venir. Le premier est une réforme constitutionnelle visant à supprimer le droit du sol dans ce département, une mesure annoncée en février par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, malgré un tour de vis juridique déjà effectué en 2018. L'objectif est de priver de la nationalité française les enfants des Comoriennes venant accoucher à Mayotte, alors que les femmes étrangères représentent les trois quarts des naissances sur l'île de l'Océan Indien. Le second texte est un projet de loi ordinaire brassant des sujets aussi variés que les titres de séjour, la lutte contre la délinquance ou le développement économique.

Emmanuel Macron a décidé d'étirer le calendrier. La présentation de la réforme constitutionnelle en Conseil des ministres était attendue le 22 mai ; elle n'aura finalement pas lieu avant le mois de juillet. La discussion parlementaire ne débuttera donc pas avant la rentrée de septembre, sachant que réviser la Constitution nécessite l'approbation de chacune des deux Chambres, avant un vote final du Parlement réuni en Congrès à Versailles. Le chemin s'annonce chaotique, alors que l'aile gauche de la macronie a déjà fait entendre ses réticences. À l'image de Sacha Houllie, président de la commission des lois de l'Assemblée, opposé à la suppression du droit du sol. Un cadre de la majorité redoute une nouvelle fracture : « Ceux qui s'opposent seront les mêmes que pour la loi immigration », source d'un psychodrame retentissant en décembre dernier. « Ceux qui veulent aider Mayotte devraient écouter les élus et la population, pour comprendre l'importance de mesures assez radicales », glisse-t-on dans l'entourage de la ministre des Outre-mer, Marie Guévenoux.

Épidémie de choléra

Les élus mahorais, eux, attendent surtout des décisions aux effets plus immédiats et un effort de moyens. « Le jeu de l'exécutif consiste à aller vers des mesures qui ne coûtent rien, s'agissait Estelle Youssouffa, députée Liot du territoire, avant de se rendre à la réunion à l'Elysée. Nous demandons une loi de programmation pour que Mayotte ne subisse pas la rigueur budgétaire qui s'annonce. » Les urgences sont multiples. En proie à la délinquance du fait de bandes de jeunes étrangers livrés à eux-mêmes, rongée par la pauvreté, l'île fait aussi face à une épidémie de choléra. Quelque 85 cas sont désormais recensés, selon un bilan rendu public vendredi par Santé publique France.

« Le contexte en Nouvelle-Calédonie devrait inciter l'exécutif à se saisir des dossiers brûlants avant qu'ils péent, prévient Estelle Youssouffa. Avec l'absence de pilotage politique, les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets à Mayotte. Cela devrait inciter à donner un signal fort et sortir de l'inertie. » Alors qu'il se voit reprocher de n'avoir pas assez associé les indépendantistes dans le processus néo-calédonien, Emmanuel Macron insiste sur la concertation avec les élus mahorais. D'où le délai d'un mois qu'il a décidé de leur donner afin qu'ils lui fassent remonter leur avis sur les textes présentés. ■

quels ces actifs industriels sont confrontés. Les salaires sont aussi environ cinq fois plus élevés sur le territoire ultramarin qu'aux Philippines ou en Indonésie. Mais le problème n'est pas tant lié à la masse salariale, dont la part est relativement peu importante dans les coûts de testes installations, qu'au « climat social ».

Manque de compétitivité

La SNL a ainsi perdu 18 millions d'euros, puis 22 millions en 2021 et 2022 en raison de blocages liés à des mouvements sociaux. Les motifs varient. Début avril, un des sites du groupe était bloqué par des riverains qui demandaient la réfection d'une route empiétée et abîmée par les énormes camions de mineurs. Les riverains s'estimaient « traités comme des moins que rien ». Prony Resources a aussi son lot de

nes, sont rentables. En revanche, trois usines métallurgiques, celle de KNS, celle de Nouméa (SNL-Eramet) et celle de Prony Resources Nouvelle-Calédonie (PRNC, située vers la pointe sud) sont déficitaires, depuis douze ans. Le mal est endémique. Certes, il y a le problème des prix de l'électricité, indispensable au raffinage du minéral de nickel, trois à quatre fois plus élevé en Nouvelle-Calédonie qu'en Indonésie, où il est subventionné par l'État. « L'installation d'industries électro-intensives sur un territoire insulaire sans source d'énergie primaire est exceptionnelle », note les auteurs du rapport de l'IGF. Une façon pudique de souligner l'équation économique est très compliquée, voire insoluble.

La situation est d'autant plus complexe que ce n'est pas la seule difficulté aux-

blockages alors que le projet a toujours été présenté comme « calédonien ». L'entreprise est majoritairement détenue par ses salariés et par la SMSPC, contrôlée par les provinces néo-calédoniennes.

Enfin, les usines métallurgiques ne produisent pas au maximum de leurs capacités, du fait de l'appauvrissement des gisements au fur et à mesure de leur exploitation. Les conditions météo dégradées, avec des pluies abondantes liées au phénomène El Niño, pesent aussi sur les performances économiques. Or le manque de compétitivité des usines a des conséquences directes sur le territoire, pour l'emploi direct et indirect et pour les finances locales. Les trois usines métallurgiques contribuent notamment pour 20% aux recettes de la Sécurité sociale locale (Cafat). ■